

Philippe n'a rien fait pour empêcher la suédoise

NOMS ET DATES

Les rois et les ex-Premiers ministres

Les trois règnes

Baudouin : prince royal le 11 août 1950 ; roi du 17 juillet 1951 au 31 juillet 1993

Albert II : 9 août 1993 au 21 juillet 2013

Philippe : depuis le 21 juillet 2013

Les cinq ex-Premiers

Mark Eyskens :

avril à décembre 1981

Guy Verhofstadt :

juillet 1999 à mars

2008

Yves Leterme :

mars à décembre

2008 ;

novembre 2009

à décembre 2011

Herman Van Rompuy :

décembre 2008

à novembre 2009

Elio Di Rupo : décembre

2011 à octobre 2014

► Quelle influence a eue le Roi sur la formation du gouvernement en 2014 ? Quasi aucune, a-t-on dit.

► Il a pourtant joué un rôle majeur en ne faisant rien... pour l'empêcher.

► Même lorsque la négociation avec la N-VA bloquait, il n'a pas mis fin à la mission des formateurs pour tester une autre formule – la tripartite.

Lorsqu'il était prince, Philippe s'est profilé comme celui qu'on trouverait toujours sur le chemin des fossoyeurs de la Belgique (s'en prenant spécifiquement au Vlaams Belang). Et voilà que la première coalition dont il accompagne la formation, après son intronisation, se constitue autour de la N-VA, séparatiste et républicaine...

La question se posait donc : quelle serait l'attitude du nouveau Roi lors des négociations gouvernementales après les élections de

2014 (sachant que son père n'avait laissé que quelques jours en 2010 au président de la N-VA pour faire ses preuves, ce que Bart De Wever lui reprochera ouvertement) ? Réponse : rien à signaler. Du moins est-ce que l'on pourrait croire à première vue.

Mais...

« Le Roi a joué un rôle majeur »

« En fait, Philippe a joué un rôle majeur dans la formation du gouvernement Michel, estime un ex-Premier ministre, en nommant Kris Peeters et Charles Michel co-formateurs et en leur donnant du temps. Il a laissé faire, tout en sachant qu'ils voulaient former un gouvernement avec la N-VA. Il n'a rien fait pour l'empêcher, ce qui était assez inattendu. C'est un choix délibéré, mais qui correspondait au consensus du moment. Même si ça allait mal, le Roi a continué à soutenir cette option plutôt que de demander la démission des co-formateurs puisqu'ils n'aboutissaient pas. Il y a eu plusieurs moments

où il aurait pu tenter autre chose, une tripartite par exemple – des tendances dans pas mal de partis le souhaitaient, comme l'ACW au CD&V. Mais ce ne fut pas le cas. Avec Baudouin, sur lequel Philippe prend pourtant exemple, cela n'aurait jamais eu lieu. Même avec Albert II, cela aurait pu poser problème : je ne suis pas sûr qu'il se serait incliné aussi facilement. »

Philippe a donc joué un rôle dans l'avènement de la suédoise/kamikaze, plus que les politiques ne le disent. « Sous ce règne-ci, la méfiance vis-à-vis de Bart De Wever n'existe pas, appuie un proche du Roi. Le résultat électoral en Flandre était ce qu'il était : un

tiers des électeurs de la plus grande communauté du pays avaient voté N-VA. Tous les partis l'ont reconnu et jugé que Bart De Wever devait montrer ce qu'il voulait. La décision du Roi, après consultations, de le nommer informateur n'a pas été contestée car elle était dans la logique de notre système démocratique. »

Philippe ne tente donc pas d'empêcher une coalition qui n'est pas celle de son cœur. « Le Palais n'a pas de préférence pour une formule. Le Roi doit mettre ses convictions personnelles de côté. Pour lui, dans la monarchie constitutionnelle, un président républicain a tout autant de chances qu'un monarchiste. Qu'on aime ou pas la N-VA, on ne pouvait dire à Bart De Wever "on va te faire faire un tour pour la galerie". Ce serait mal passé en Flandre, même chez ceux qui n'avaient pas voté N-VA. Et le CD&V et le VLD ne pouvaient pas accepter non plus qu'on ne joue pas le jeu. »

Durant un mois, Bart De Wever

est donc l'informateur de Philippe. Qui ne lui fixe ni délai, ni date de fin de mission. Et, nous dit-on, « Bart De Wever a fait rapport régulièrement et a été correct, respectueux. Et il a dit que le Palais avait été correct avec lui. »

Anti-PS, le Palais ?

Contrairement au mécontentement exprimé par Bart De Wever vis-à-vis d'Albert II en 2010, la N-VA ne formule donc pas de reproche à son successeur Philippe en 2014. Mais c'est d'un autre côté que cela va grogner...

Après l'échec de l'information de Bart De Wever, c'est Charles Michel qui est désigné informateur : « Une décision qui n'a pas été concertée avec qui que ce soit, assure un proche de Philippe. Mais le Roi avait fait son boulot : il savait que les partis seraient d'accord. » Pas tous les partis, du moins pas tout le monde dans tous les partis...

Du côté des socialistes francophones, des regrets, voire des reproches émergent. Certains se de-

mandent pourquoi Philippe n'a pas nommé quelqu'un pour tenter une autre formule que la coalition avec la N-VA, une tripartite par exemple. A l'époque, le PS reste plutôt au balcon et ne souhaite

pas prendre la main, jugeant qu'il est trop tôt pour tenter la tripartite. Le Palais sait que le président Di Rupo n'est guère prêt à monter au front.

Mais pour certains socialistes (pas forcément au sommet du parti), « le Palais a joué contre le PS ». « Dans certains milieux, on le disait », nous confirme un proche du Roi. Et comme « il n'est pas bon que le Palais soit perçu comme tirant une carte contre l'autre », des collaborateurs du Roi « se sont arrangés pour faire savoir que ce n'était pas la vérité ». Que le Palais n'a pas volontairement écarté le PS. Des ténors socialistes le disent d'ailleurs : « Philippe a pris sa décision sur la base d'une majorité d'avis. Il n'a joué aucun rôle, ni positif, ni négatif, contre le PS. »

« Ça passe ou ça casse, mais on essaie vraiment »

Quel est en fait le raisonnement royal durant cette formation gouvernementale ? Il est fondé sur trois éléments.

Un : on teste la formule qui correspond le mieux aux résultats des élections, donc avec la N-VA dans un premier temps. Et ça passe ou

ça casse. Mais on essaie vraiment.

Deux : si ça rate, on tente autre chose – la tripartite. « Le Roi doit se demander quelle majorité lui plaît ou pas. Il doit accepter les limites de son droit de penser et de sa marge de manœuvre », confirment des proches du Roi.

Trois : pas question de traîner ou de freiner le tempo ; la tâche du Roi est de veiller à ce qu'il y ait un gouvernement dans un délai raisonnable. La volonté est d'aller vite. Personne ne veut revivre 541 jours sans gouvernement...

Résultat ? Les co-formateurs Michel et Peeters s'obstinent. Personne ne croit que le MR osera monter dans un gouvernement fédéral sans partenaire francophone. Mais il ose. Et le 11 octobre 2014, le gouvernement Michel est né. Sans que le Roi ne tente de s'y opposer. ■

MARTINE DUBUISSON

L'HISTOIRE

Di Rupo doit s'adapter à un Roi qui veut faire des discours

Lorsque Philippe monte sur le trône le 21 juillet 2013, c'est le Premier ministre qui doit s'adapter à un nouveau Roi. Un Roi plus jeune, donc plus actif que le précédent. Et soucieux de prendre sa place. Il y aura dès lors, entre le 16 et le Palais,

quelques discussions sur qui fait quoi. Et, aussi, qui prononce un discours lors de grands événements et dans quel ordre... « Elio Di Rupo retrouve avec Philippe un Roi à temps plein, beaucoup plus présent, explique l'historien Vincent Dujardin. Cela demande des adaptations de la part du 16. » Notamment quand Philippe souhaite prononcer un discours pour les 100 ans de la Première Guerre, le 4 août 2014 à Liège, ou à Nieuport, ou à Ypres lors de la visite de Barack Obama. « Al-

bert était moins engagé dans ce domaine. » « Il a fallu un peu insister auprès du 16 pour cette participation de Philippe aux grandes manifestations internationales, confirme un proche du Palais. On peut comprendre que le Premier ministre aimerait être le premier [à parler]. On a donc examiné comment faire pour que chacun s'y retrouve. » Résultat : Philippe d'abord ; Di Rupo ensuite.

M.A.D.

duo Albert II - Di Rupo De l'affection à la rupture

C'est la relation la plus romanesque entre un Roi et son Premier ministre. Digne d'un roman. Car c'est l'histoire d'une affection qui finit mal... Entre Albert II et Elio Di Rupo, tout commence bien. Pas seulement par amour de l'Italie. Non : pour le Roi, Elio, c'est le stabilisateur – « celui qui a stabilisé le pays ». L'inquiétude pour la Belgique les a d'abord réunis. Avant que l'argent ne les sépare... Reprenons.

En 2003 déjà, Albert II nomme Elio Di Rupo informateur une semaine, en prélude à l'installation de Verhofstadt II. C'est autre chose en 2010. Les électeurs ont fait des frères ennemis N-VA et PS les vainqueurs du scrutin. Durant plus d'un an, ils testent une coalition autour d'eux, avant que ne soit tentée la tripartite. Elio Di Rupo en est l'élément pivot. D'abord comme préformateur, deux mois durant l'été 2010. Puis comme formateur, à partir de mai 2011 jusqu'à l'avènement du gouvernement en décembre.

C'est alors que se noue une vraie relation avec Albert II. « Le roi Albert se rendait compte de l'effort considérable que j'ai dû réaliser pour former le gouvernement, estime Elio Di Rupo. On était unis, dans des rôles différents, pour sauver le pays. Il y avait une souffrance partagée, et la conviction que nous devions préserver l'unité du pays. Je pense qu'il avait pour moi de l'affection, je le ressentais comme tel, et j'avais de l'estime pour lui. C'était une relation saine, chacun dans son rôle – je gardais la distance constitutionnelle –, que j'appréciais beaucoup. Il serait abusif de parler d'amitié, mais c'était plus qu'une relation professionnelle. »

Lorsque le 21 juillet 2011, après les festivités, le CD&V accepte enfin de commencer à négocier une tripartite (sans la N-VA), Elio Di Rupo se rend au Belvédère pour annoncer la nouvelle au Roi... à 3 heures du matin : « Il m'a reçu avec un morceau de tarte. »

« Le Roi est toujours venu à mon secours »

La relation s'approfondit quand Elio Di Rupo devient Premier ministre : « Quand j'allais chez lui le lundi, pendant une heure, parfois une heure trente, deux heures, on pouvait parler de tout, à cœur ouvert, en étant certain que rien ne sortirait. C'est rarissime. » Et d'autant plus précieux sur le plan humain, juge-t-il, que « la fonction de Premier est une fonction de grande solitude : toutes les grandes décisions, il faut les assumer seul ».

Di Rupo voit donc en Albert un allié : « Il est toujours venu à mon secours. Chaque fois que j'ai eu besoin du Roi, soit pour avoir des informations soit pour tester l'une ou l'autre situation, il l'a fait avec toute la discrétion du Palais. » Exemple lors d'un désaccord budgétaire avec la Commission européenne : « Pour aller à l'intronisation du nouveau pape, le Roi, José-Manuel Barroso, Herman Van Rompuy et moi étions dans l'avion gouvernemental. Le Roi a expliqué à Barroso : "Vous ne pouvez pas laisser tomber la Belgique, il faut être souple". Je pense que cela a eu une influence chez Barroso ; on a pu avoir un peu de souplesse pour travailler au niveau belge. »

Contrairement à ce qui a parfois été dit, Elio Di Rupo considère dès lors qu'« Albert était tout sauf un dilettante : il avait une connaissance politique parfaite, même d'un sujet ésotérique comme les règles budgétaires européennes. Il a été exceptionnel par son intelligence. Le patron c'était lui, pas son chef de cabinet. Avec un souci formidable de l'intérêt du pays. Il était extrêmement impliqué. »

Pourtant, c'est Elio Di Rupo qui décide, avant la fin du règne d'Albert, de réformer les dotations accordées aux membres de la famille royale, pour éviter des problèmes et parce qu'il juge normal qu'Aspid et Laurent paient quelques impôts. Une réforme qui modifie substantiellement le financement de la monarchie. Il prévient le Roi. Qui comprend la situation : avec la pression de la N-VA notamment, des difficultés se présenteront si

l'on ne réforme pas le système. L'intendant de la liste civile d'Albert, Vincent Pardoën, est associé à la discussion. Par contre, Philippe et ses proches collaborateurs ne savent pas qu'une telle réforme des dotations est en négociation...

Même à ce moment-là, la relation entre Albert et Di Rupo n'est donc pas altérée. Par contre, comme nous l'avons expliqué hier, le Roi ne pardonnera pas à son Premier la dotation que le gouvernement lui attribue après son abdication. Trop chiche, juge-t-il. Il en tient personnellement Elio Di Rupo pour responsable. Alors, même si la journée du changement de règne, le 21 juillet 2013, est considérée comme un succès, tant au Palais qu'au gouvernement, elle ne réconcilie pas les deux hommes. Le sentiment de trahison domine. L'affection est oubliée. La rupture est nette. Depuis le changement de règne, Albert et Di Rupo ne se voient plus.

Par contre, durant dix mois, Elio Di Rupo sera le Premier ministre du nouveau Roi ; puis, durant quatre autres mois, son Premier en affaires courantes. Avec Philippe, les relations sont bonnes, mais plus formelles qu'avec son père car Di Rupo et lui se connaissent moins ; la relation est moins intense aussi, les circonstances politiques n'étant plus les mêmes. C'est Di Rupo qui a l'expérience et explique au nouveau Roi les affaires en cours.

« La relation entre le Premier ministre et le Roi est fonction des problèmes du gouvernement, acquiesce un proche du Palais. Et à la fin du gouvernement Di Rupo, il n'y avait pas de problèmes. Quant au début de règne de Philippe, il s'est déroulé mieux que ce que les gens pensaient. Mais ce n'était pas une relation de cordialité, car Elio Di Rupo n'est resté que dans la période de transition. Et aussi parce qu'à l'époque du changement de règne, on a beaucoup parlé d'Albert et très peu de Philippe : lors des déjeuners ou dîners de départ, on a oublié de boire à la santé du successeur... » ■

M.A.D.

politique Comment le Premier Leterme a formé Philippe

Dès la fin des années 90, Philippe développe des relations avec les responsables politiques en place, mais aussi avec la génération montante. Il ne s'agit pas d'audiences politiques, qui relèvent du roi Albert II, mais de contacts informatifs souvent liés à ses activités (missions économiques, développement durable...). C'est ainsi qu'il va entrer en relation avec Kris Peeters. Ou connaître Charles Michel.

Mais au-delà de ces contacts précis liés à ses activités, le prince héritier entretient aussi des contacts politiques plus généraux, lors de déjeuners ou dîners à Laeken. Mais dans la deuxième partie des années 2000, un homme va jouer un rôle plus particulier dans cette « formation politique » de l'héritier. Un Premier ministre. Yves Leterme.

« Quand j'étais Premier ministre, confie-t-il, j'ai senti un intérêt vif et très sincère du prince Philippe – et j'ai beaucoup apprécié ça – d'être informé sur la manière dont sont gérées les affaires, comment un gouvernement et les insti-

tutions fonctionnent... Je trouvais que c'était très très légitime. Et j'ai pris mes responsabilités en répondant positivement et généreusement à cette aspiration du prince, soucieux de se préparer. Je crois que c'était de mon devoir et que c'était dans l'intérêt du pays de lui offrir cette possibilité. »

Des sessions au Lambermont, avec différents ministres

Alors qu'il est au 16, Yves Leterme planifie alors une vraie formation politique pour Philippe : *« J'ai organisé des réunions d'information au Lambermont, ou à d'autres occasions, avec quelques ministres, où l'on parlait de politique de l'emploi, de justice... Chaque fois, le ministre présentait sa politique, expliquait comment les affaires étaient gérées, comment ça fonctionnait. Puis on avait une conversation à bâtons rompus. Sabine Laruelle est venue aussi. Cela durait deux heures. Et j'ai apprécié le sérieux avec lequel tant les collègues que le prince s'investis-*

saient. Il n'avait aucun but institutionnel, mais je trouvais que c'était une réponse adéquate à sa demande. »

Yves Leterme, Premier ministre, informe le roi Albert II de son initiative : *« Cela se faisait tout en reconnaissant pleinement les prérogatives du roi Albert. Et c'est clair que j'ai eu une conversation avec lui à ce propos, pour qu'il n'y ait pas de mélange des rôles. »*

Même si, nous revient-il, Albert n'appréciait pas plus que cela cette initiative, considérant le terrain politique comme sa chasse gardée. *« Les Premiers et certains ministres se rendaient compte que le prince Philippe ne recevait pas toujours beaucoup d'aide du Palais en vue de se préparer à son futur rôle »,* confirme l'historien Vincent Dujardin.

Elément intéressant : même durant les 541 jours sans gouvernement en 2010-2011, Yves Leterme, Premier en affaires courantes, continue d'informer le prince... alors que son propre père ne le fait guère. *« Je sentais dans les*

conversations que j'avais avec le prince, tant à Davos, qu'au Palais ou quand on se rencontrait, qu'il avait une volonté très très positive d'être utile, de s'informer. »

Aujourd'hui encore, Philippe conserve une reconnaissance à Yves Leterme pour ces sessions au Lambermont. *« Oui, c'est vrai, il me l'a exprimée, reconnaît l'ex-Premier. Et j'ai beaucoup apprécié cela. Cela m'a fait plaisir. »*

Une reconnaissance qui s'explique aussi par le fait qu'Yves Leterme fut le seul Premier ministre à prendre, de cette manière, le temps de former le futur Roi à la chose politique. Herman Van Rompuy qui, durant des années, a rencontré le prince de temps en temps à sa demande (quand il était dans l'opposition, président de la Chambre ou même président du Conseil européen), s'est aussi entretenu une ou deux fois de la situation politique avec Philippe lorsqu'il était Premier ministre. Mais cela n'eut pas la même ampleur. ■

Ma. D.